

RAPPORT FINANCIER DE L'ANNEE 2014
ASSOCIATION ETUDIANTS ET DEVELOPPEMENT
PORTANT SUR LA PERIODE 1^{ER} JANVIER 2014 – 31 DECEMBRE 2014

Appréciation générale

Le développement continu des ressources financières d'Etudiants & Développement, depuis l'exercice 2009, s'est poursuivi en 2014 avec une progression très importante (+70%) des produits d'exploitation, à la fois d'origine publique et privée. Cette augmentation fait suite à des hausses très marquées les précédentes années, notamment en 2013 (+23,3%), en 2012 (+40.8%) et 2011 (+9%). En 2014, les produits et charges d'exploitation n'ont jamais été aussi élevés. La progression cumulée des produits d'exploitation entre 2008 et 2013 est de + 285%.

Ce niveau plus élevé de ressources s'inscrit dans une perspective pluriannuelle, car plusieurs financements s'inscrivent au-delà de l'annualité. On peut également se réjouir de la diversification des ressources. Certains financements ont été obtenus pour la première fois en 2014 au niveau de l'Etat et de nombreux partenariats ont été consolidés.

Même s'il faut se réjouir de cette évolution, dans un contexte de crise affectant de nombreuses associations, nous devons rester prudents. L'année 2015 sera une année charnière avec la demande de renouvellement de 2 triennaux (AFD et Région Ile de France – FRDVA). Nous alertons les membres du réseau sur la difficulté de financement d'une tête de réseau nationale qui bénéficie directement à près de 500 organisations. S'il y a aujourd'hui moins d'inquiétudes pour l'avenir du réseau, il demeure utile de rappeler que la tête de réseau est encore trop largement dépendante de l'aide publique, dans un contexte de crise budgétaire, de fort désengagement de l'Etat et -dans une moindre mesure- des collectivités territoriales. Nous faisons face également à des règles de co-financement de plus en plus strictes, nous imposant d'augmenter nos ressources privées et donc de multiplier et diversifier nos partenariats. Par ailleurs, on ne peut tabler à l'avenir (2015) sur une stabilisation des ressources voir une petite augmentation (entre 10 et 15%) des ressources et des dépenses. Un point d'attention également sera porté sur la pérennisation de 3 contrats en cours en CUI-CAE dont les financements se terminent en août 2015 (1) et en juin et août 2016.

Dans ce contexte, l'équipe E&D (dirigeante, élue et salariée), est bien consciente que le modèle économique de la tête de réseau est à réinterroger rapidement. A cette fin, dans le cadre de l'écriture du projet associatif, elle a axé les travaux du Conseil d'Administration dans cette voie et a mis en place une commission de travail mixte élus et salariés intitulée « Etudiants & Développement, le modèle économique d'après ». L'objectif de ce groupe est de garantir à l'avenir un modèle économique qui assurerait au réseau des ressources propres lui permettant de poursuivre a-minima ses missions dans un contexte plus difficile. En 2014, ce groupe s'est réuni et réfléchi à différentes pistes concrètes visant à relever les ressources propres du réseau (en particulier le développement des formations professionnelles) et à développer les partenariats privés (reconnaissance d'intérêt général, mécénat de compétence, approche de fondation et mise en place de partenariat stratégique). Lors de l'AG 2014, il avait été décidé de relever le montant des cotisations et

participations des membres, ces ressources étant trop marginales pour financer le fonctionnement a-minima de la vie démocratique de l'association. Bien qu'une nouvelle grille ait été votée, celle-ci n'a été que très peu respectée par les membres et ne semble pas faire consensus. Cela s'explique en partie par la difficulté d'intégrer la nouvelle grille dans le système en ligne au niveau des adhésions en début d'année universitaire. Mais une fois le problème technique résolu, peu de membres ont finalement cotisé au-delà de la somme minimale votée en 2014. Cela doit interroger les membres sur la pertinence de cette grille, et un travail en CA sur celle-ci est peut-être à envisager en 2015-2016. Parallèlement, E&D a poursuivi le défi entamé depuis trois ans consistant à diversifier les financements, aussi bien dans la sphère publique que privée, à regagner la confiance de ses principaux financeurs et à pérenniser les financements. Pari gagné, puisque l'Agence Française de Développement (AFD), premier financeur d'E&D, soutient le réseau dans un cadre triennal sur des montants plus importants que les années précédentes et une demande d'un nouveau triennal (2015-2018) a été déposée. D'autres soutiens importants ont été conclus pour la première fois. Ainsi, le Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative a apporté une nouvelle subvention à l'association, pour la mise en place d'une expérimentation sur l'engagement des jeunes sur 3 ans. De même un partenariat de 2 ans a été conclu avec l'Agence Française de Développement pour le développement du programme Etudiants et Citoyens au Maroc. Pari gagné enfin car les sources de financement sont encore toujours plus diversifiées : 26 conventions de financement ont été conclues en 2014 à différentes échelles de financement : communal, régional, national et international.

Ces résultats ont permis de déployer une activité dense en 2014, de lancer de nouveaux projets et de pérenniser cinq salariés avec des projections pour 2015 à 6 salariés. Le budget opérationnel 2014 a connu une nouvelle fois une forte hausse, ce qui permet aujourd'hui à E&D d'avoir des moyens financiers et humains plus conformes à ses ambitions.

Les perspectives pour l'année 2015 sont encourageantes et laissent présager d'une nouvelle augmentation de notre budget d'exploitation : augmentation du financement de l'AFD lors du prochain triennal, réponses à de nouveaux appels à projets au niveau français (conseil général de Seine-Saint-Denis et la ville de Montreuil) et européen... Par ailleurs, certains financeurs structurels d'Etudiants & Développement nous ont assurés du renouvellement de leurs soutiens : par exemple, le ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

D'autres financements continuent d'être approchés dans trois axes prioritaires : fondations d'utilité publique/ ONG de développement ; collectivités régionales et départementales ; financements internationaux dont programmes européens ou programmes concertés.

Petit point d'attention au niveau des contributions volontaires pour l'année 2014 (bénévolat et prestations en nature), qui diminuent de 35% par rapport à l'année 2013 et reviennent au même niveau qu'en 2012. Le conseil d'administration doit poursuivre son travail sur le renforcement du bénévolat et de l'engagement individuel ou collectif au service du projet social. Il s'agit d'une prise de conscience collective qu'E&D, pour assurer sa pérennité, ne pourra pas seulement compter dans son modèle économique sur un principe de redistribution de la richesse nationale (financement public au nom des missions de service public mises en œuvre) mais devra en outre travailler au sein de son réseau et avec ses

partenaires un principe de réciprocité (implication bénévole, mutualisation, partage des ressources et des savoirs, principes d'échanges non-monétaires). Ces contributions ont été intégrées dans les comptes définitifs et validées par notre commissaire aux comptes. Elles représentent une richesse non-monnaire indispensable à l'équilibre économique de la structure.

Au final, l'année 2014 se clôt par un bénéfice comptable après impôts de 9 568,86 €. Elle peut être considérée comme une année de plus grande sérénité financière, compte-tenu de la réduction de l'incertitude autour des ressources et d'une progression forte des produits d'exploitation.

En 2015, nous continuerons néanmoins d'être vigilants, particulièrement sur les points suivants : la faiblesse des fonds propres, le besoin en trésorerie, la multiplication des sources de financement (chronophage), le besoin en fonds de roulement et la mobilisation des bénévoles.

En 2015, plusieurs priorités ont été actées : la stabilité des ratios dépenses d'activités / dépenses de personnel ; le développement de nos ressources propres à travers des expérimentations ; la pérennisation des postes salariés. Nous poursuivrons également une rigueur stricte quant à la maîtrise des dépenses, tout en conservant une certaine densité d'activité.

Cette vigilance dans le suivi des dépenses est assurée par plusieurs personnes clés : le délégué général, la responsable administrative et financière et l'assistante administrative et financière en interne dans la gestion quotidienne des finances d'Etudiants & Développement mais aussi des personnes extérieures qui font preuve de dévouement et de professionnalisme. Depuis juillet 2013, nous faisons appel au service comptabilité de la Ligue de l'Enseignement qui se charge de notre comptabilité, de l'inscription des charges et des produits, du rapprochement bancaire et de la clôture de nos comptes. Laetitia FRANCOIS et ses services font preuve d'une grande rigueur, d'implication et d'une grande efficacité; ce qui nous permet de produire des comptes de qualité, adaptés aux exigences de plus en plus fortes de nos bailleurs. Cependant 2014 a été marqué par plusieurs difficultés de suivi des dépenses et d'un manque de rigueur de notre part dans la transmission d'information au service comptabilité, ce qui s'est traduit par un manque de visibilité sur les budgets et un manque d'appréhension sur la trésorerie, qui rapidement entraînent certaines difficultés, en plus d'un retard notable dans le suivi de la comptabilité.

L'association Etudiants & Développement, si elle n'est pas affectée directement par la crise, n'en est pas moins solidaire de plusieurs de ses partenaires associatifs très proches qui ont vécu une année très difficile d'un point de vue financier. Elle réaffirme sa solidarité à l'égard des organisations touchées au cœur de leur fonctionnement et de leurs activités, aux élus et aux bénévoles qui se battent dans des conditions souvent difficiles et aux salariés de ces structures qui, après s'être battus souvent depuis longtemps au service de leur organisation, doivent souvent se résigner à quitter la structure pour des horizons incertains. Pour les prochaines années, il devient urgent de repenser des mécanismes de solidarité entre associations proches.

Examen du bilan (*L'actif représente le patrimoine de l'association et le passif les dettes. Le bilan est une photographie au 31 décembre 2014*).

On note que nous n'avons plus d'actifs immobilisés. L'association a fait le choix de ne pas posséder de locaux et ses moyens sont pour l'instant à la hauteur de ses besoins. L'ensemble du matériel et des licences est aujourd'hui entièrement amorti.

Au 31 décembre 2014, l'association bénéficiait d'un niveau de trésorerie moyen (disponibilités de 165 683 €). Cependant, il est à noter que les placements ont été stoppés et que la totalité de la trésorerie apparaît dans le compte courant. Il faudra rester vigilant sur le versement des subventions et notamment celle de l'AFD pour ne pas avoir des difficultés de trésorerie.

Si on lie le retard chronique du versement des subventions par nos partenaires (considérés comme des créances) au niveau des « dettes » fournisseurs (paiement différé de factures) et sociales (charges sociales du dernier trimestre 2014 payées au 15 janvier 2015, on constate que le besoin en fonds de roulement est positif. Cela doit nous inciter à la prudence dans les années à venir car une insuffisance du fonds de roulement par rapport au besoin en fonds de roulement pourrait entraîner une trésorerie négative. En même temps, ce commentaire est à relativiser :

- la situation du besoin en fonds de roulement aurait été tout à fait différente courant 2015 suite à l'encaissement de la dernière tranche AFD.
- Même si le BFR est plus élevé qu'en 2013, la trésorerie reste plus élevée grâce à l'augmentation nette des ressources propres de l'association.
- La gestion prudente du passé a conduit à comptabiliser des provisions qui sont désormais sans objet. L'association dans le contexte de crise actuelle a décidé de doter au projet associatif la somme de 80 000 € pour sécuriser la structure.

Une provision de 24 400 a été constituée pour le développement de la plateforme web.

Les autres provisions sont des provisions techniques sur des exercices antérieurs sur des montants qui pourraient nous être réclamés par diverses institutions.

Le fonds de roulement est donc en augmentation. Notre trésorerie s'en trouve donc renforcée.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIERE

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 | Variation |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| RESSOURCES DURABLES | 139 646,44 | 87 985,78 | 51 660,66 |
| Résultat de l'exercice | 9 568,86 | 9 079,01 | |
| Fonds propres + réserves | 93 369,44 | 4 290,43 | |
| Provisions pour risques et charges | 24 400,00 | 56 891,00 | |
| Emprunts et dettes assimilées | | | |
| Amort et provisions immobilières | | | |
| Amort et provisions Mobilières | 12 308,14 | 17 725,34 | |
| Amort et provisions financières | 0,00 | 0,00 | |
| EMPLOIS STABLES | 18 211,12 | 21 490,12 | -3 279,00 |
| Immobilisations immobilières | 0,00 | 0,00 | |
| Immobilisations Mobilières | 12 308,14 | 18 587,14 | |
| Immobilisations Financières | 5 902,98 | 2 902,98 | |
| FONDS DE ROULEMENT | 121 435,32 | 66 495,66 | 54 939,66 |
| EMPLOIS OU BESOINS COURANTS | 456 040,42 | 306 363,74 | 149 676,68 |
| Stocks et encours | 0,00 | 0,00 | |
| Organismes et usagers et FAE | 1 130,10 | 847,69 | |
| Avances et acomptes versés | 38 931,39 | 207,75 | |
| Autres créances | 412 693,89 | 304 949,76 | |
| Charges constatées d'avance | 3 285,04 | 358,54 | |
| RESSOURCES COURANTES | 497 287,91 | 324 220,78 | 173 067,13 |
| Provisions sur actif circulant | 0,00 | 0,00 | |
| Fonds dédiés | 196 058,73 | 51 000,00 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 70 388,27 | 36 758,26 | |
| Avances et acomptes reçus | 0,00 | 342,42 | |
| Dettes fiscales et sociales | 34 787,23 | 41 193,73 | |
| autres dettes | 6 387,00 | 426,36 | |
| Produits constatés d'avance | 189 666,68 | 194 500,01 | |
| BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | 41 247,49 | 17 857,04 | 23 390,45 |
| Valeurs mobilières de placement | 153 192,82 | 78 303,79 | |
| Disponibilités | 12 489,99 | 6 048,91 | |
| TRESORERIE | 165 682,81 | 84 352,70 | 81 330,11 |

Examen du compte de résultat

Il y a des différences notables entre les exercices 2013 et 2014.

Le budget global (891 836€ – contributions volontaires comprises - dont 789 860 € de produits d'exploitation) est en nette augmentation : la hausse des produits d'exploitation est de +70% soit (+ 325 218€) et fait suite à des hausses de 23,3% en 2013, 40.8 % en 2012, 9 % en 2011 et 27% en 2010. Cette hausse est presque exclusivement liée à une augmentation des produits d'exploitation d'origine publique et marginalement privée.

Les produits d'exploitation connaissent une hausse d'autant plus sensible qu'aucune reprise de provisions pour réalisations n'a été affectée en 2014.

Après des augmentations de 73 429€ en 2013, 106 243 € en 2012, 29 912 € en 2011 et 18 000 en 2010, les charges d'exploitation sont à nouveau en nette augmentation en 2014 (+ 321 144 €) ce qui correspond à un fort accroissement de notre activité depuis cinq ans et à l'augmentation de la masse salariale.

Les ressources publiques sont en hausse sensible pour plusieurs raisons :

- Etudiants & Développement a regagné la confiance de l'Agence Française de Développement qui a financé E&D sur la totalité de l'exercice 2014 (234 000 €) soit une augmentation + 5 %. Une nouvelle hausse est attendue en 2015 suite à la demande d'un nouveau triennal.
- Etudiants et Développement a également été financé par l'Agence Française de Développement pour son projet au Maroc à hauteur de 206 000 pour 2 ans.
- Etudiants & Développement a reçu pour la première fois de son histoire une subvention du Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative pour un projet d'expérimentation : 8 000 € en 2014 mais un total de 42 000€ sur 3ans).
- Les ressources publiques se sont diversifiées : une nouvelle subvention de la Région Ile de France pour le financement du projet franco-marocain (35 000 € sur 2 ans), le financement de projets par le FONJEP (programme JSI), de nouvelles conventions signées avec le Pôle Emploi et les missions locales pour les emplois aidés, une convention avec le PROJEG (27 682€).

Toutes les autres ressources sous formes de subvention ont été stables (FRDVA - Région Ile de France, Mairie de Paris, conventions France-Volontaires et Solidarité Laïque pour le PIEED, poste FONJEP, MESR), sauf une nouvelle baisse de la subvention du Fonds de Développement de la Vie Associative (25 200 €, soit une baisse de 29% qui s'ajoute à une baisse de 3% en 2013, de 13% en 2012 et 12 % en 2011) dédiée à la formation des bénévoles associatifs et d'une légère baisse de la subvention du Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative (DJEPVA) de 12% (17600 €).

Les ressources propres et les financements privés ont connu des évolutions contrastées :

- Grâce au financement (non prévu initialement) d'activité en 2014 (20 ans et le film), la provision prévue à cet effet n'a pas été utilisée. Les provisions étant sans objet, le CA propose de doter le fonds de réserve d'un montant de 80 000€ (fonds propres de l'association) pour assurer une certaine pérennité de la structure. Les ressources

propres sont donc en augmentation. Une autre ressource est la facturation de services. Dans le détail, l'apport des cotisations est légèrement en augmentation notamment dû à la révision de la grille (1 610€ soit +284€) en montant mais baisse en pourcentage (0.21% des produits contre 0.29 en 2013 et 0,49% en 2012).

- Une association du réseau a fait un don à l'association.
- En 2014, les partenaires privés ont contribué aux financements des projets d'E&D à hauteur de 48 852 € contre 43 323 € en 2013, 31 996 € en 2012 €, 30 000 € en 2011 et 20 000 € en 2010.

Les ressources propres, bien qu'en progression restent faibles par rapport aux produits de l'association : 11% des ressources.

Les produits financiers sont en très sensible diminution en 2014 (-37% contre -18% en 2013). La raison principale est la baisse des produits de placement, en particulier le livret A. Dans ce contexte, une réflexion en 2015 sera menée pour placer autrement sa trésorerie très largement excédentaire au moins 7 mois dans l'année.

Les contributions volontaires en nature (bénévolat, mise à disposition de personnels, mise à disposition de volontaires, mise à dispositions de locaux) sont en diminution sensible de 35,8% après une hausse de de 55,8% l'an dernier. Ces contributions sont des ressources propres importantes (25% des ressources de l'association) et indispensables pour la mise en œuvre du projet global de l'association. Il est important de les faire progresser en 2015.

En ce qui concerne les dépenses, les deux principaux postes de budget sont, d'une part les dépenses liées à la réalisation directe d'une activité (remboursements des frais de transport, rémunération et défraiement des intervenants, locations immobilières, télécommunications, frais de communication prestations de services, honoraires...) et le coût de rémunération du personnel salarié. Ces deux postes, en augmentation en 2014, ont connu une évolution dans des proportions assez comparables. En 2014, E&D a été employeur de 5 ETP (répartis sur 6 salariés) contre 4 salariés en 2013. La part des salaires est en faible augmentation, E&D ayant bénéficié d'une réduction de charges sur plusieurs contrats. Par ailleurs, il est à noter que tous les emplois bénéficient d'un soutien (Emploi Tremplin, CUI-CAE, Fonjep) et qu'il faudra être vigilant et anticiper l'arrêt de ces aides pour les pérenniser. Les frais de structure ont augmenté dans la même proportion de la hausse du budget et de l'activité (loyer, assurances, gestion des paies et de la comptabilité, fournitures et petit équipement, télécommunication, assurances....).

On constate enfin que le résultat de l'exercice 2014 après impôts est légèrement bénéficiaire de 9568,86 €

Nous soumettons à l'assemblée générale la proposition d'affecter le résultat 2014 en report à nouveau.